

AIDE ALIMENTAIRE

LES PROTECTIONS SOCIALES EN JEU



JEAN-MARC ROMBEAUX
Conseiller expert

Sous la direction de Deborah Myaux, la Fédération des services sociaux a publié une passionnante petite somme sur l'aide alimentaire en Belgique¹. Historiquement, cette aide est essentiellement locale. Le souci de préserver l'ordre public constitue une motivation non négligeable. Au XIX^e siècle, hors des périodes d'urgence, les autorités opèrent plutôt par un soutien en termes de finances ou d'infrastructures à des initiatives de particuliers. L'offre de repas, parfois payant, succède à la soupe populaire en hiver ou en mauvaise conjoncture. En même temps, la philanthropie s'affirme à côté de la charité. Dans des conditions extrêmes, les deux guerres mondiales provoquent de graves pénuries et la sous-nutrition de petites gens. Le Comité national durant l'une et le Secours d'hiver pendant l'autre ne suffisent point. Entre ces deux conflits, la création des Commissions d'assistance publique confirme l'aide publique contre la pauvreté. Elle reste toutefois une sorte de faveur, souvent en nature avec des conditions et un contrôle stricts.

L'État providence suscita l'espoir que l'aide alimentaire ne serait plus nécessaire ou resterait cantonnée à un rôle subsidiaire. Les transferts sociaux réduisent de façon drastique la pauvreté. Une étude de 2017 du SPF Sécurité sociale démontre ainsi un recul de 44 % de la paupérisation grâce à eux. Il n'empêche que de trop nombreux concitoyens (sur)vivent dans un grand dénuement et une déprivation matérielle sévère.

Depuis 10 ans, la privation alimentaire² gagne du terrain. Elle atteint 6 % des personnes en Belgique et 10 % en Wallonie. L'aide alimentaire a connu une résurgence dans les années quatre-vingt. À côté de formes traditionnelles comme les repas, les bons ou

colis alimentaires émergent des approches innovantes telles les épiceries sociales, les frigos solidaires, la collecte d'invendus...

Les personnes qui fréquentent les épiceries sociales sont souvent des mères de plus de quarante ans, faiblement diplômées et vivant avec plusieurs enfants de modestes allocations sociales. Dans certains cas, le recours à des services sociaux est ancien et l'équilibre précaire de la famille dépend cruciallement de l'aide reçue. Dans d'autres, l'entrée à l'épicerie correspond plutôt à une rupture avec une remise en cause de l'identité et une forme de honte.

Le travail social se déploie tant bien que

Plus qu'une bulle d'air, les services d'aide alimentaire sont une forme de refuge

mal dans nombre de services d'aide alimentaire. L'obtention de nourriture n'épuise ni la demande des personnes ni la pratique des travailleurs, tant les usagers viennent chercher d'autres choses en termes de reconnaissance, de lien social, de convivialité... Dans un contexte de contrôle accru et de mise sous pression des allocataires, ces services font bien davantage que soulager un budget ou offrir un dépannage. Plus qu'une bulle d'air, ils sont une forme de refuge.

Majoritairement, les denrées de l'aide alimentaire restent issues de circuits longs du système agro-industriel. Leur qualité nutritionnelle et gustative n'est pas toujours idéale et leur durabilité incertaine (provenance lointaine, empreinte carbone élevée...). La récupération des invendus contribue à les améliorer. Néanmoins, elle implique une dualisation éthiquement contestable dans l'accès à la nourriture. Il y a le circuit d'approvisionnement des citoyens lambda et un second avec ses propres règles pour des démunis nourris du gaspillage des autres. Plus que jamais, l'aide alimentaire reste un palliatif.

Des projets alternatifs se développent au travers de groupes d'achats collectifs, de potagers urbains, d'ateliers cuisine... Ils ne conviennent pas toujours aux plus défavorisés : difficultés d'accès à l'information, divergences d'intérêt pour les activités, coûts financiers, faible « identification » à ces espaces...

Avec une aide alimentaire qui persiste, deux débats politiques majeurs sont à livrer. Comment mieux couvrir le territoire, nombre de précarisés n'ayant de facto pas accès à cette aide ? Faut-il imposer un minimum de règles communes en termes d'accessibilité (niveau de revenus, type de produits offerts...)?

Via les médias, des mobilisations momentanées s'exercent derrière l'écran. Des émissions en appellent aux dons notamment pour lutter contre la pauvreté. S'il contribue à sensibiliser la population, ce spectacle de la générosité est contesté. Cet élan éphémère est une fabrique d'émotions fugaces. Ce n'est ni le moment ni le lieu de réfléchir aux causes de la pauvreté et encore moins de débattre sur les politiques pour y remédier.

Si l'urgence sociale individuelle doit être (ren)contrée, elle ne doit point évincer les objectifs fondamentaux d'autonomie et d'inclusion. Ils appellent des revenus décents plutôt qu'une lasagne de riches ressources et d'aides fragmentaires pour l'alimentation, l'énergie, le logement...

Les pouvoirs publics n'ont pas vocation à distribuer des oboles mais à trouver, et plus encore, à appliquer des solutions pérennes à un problème qu'ils échouent ou refusent à résoudre jusqu'à présent. Cela pose notamment la question des moyens, de la réduction des inégalités et d'une politique fiscale plus juste. Le redéploiement de l'aide alimentaire est pour partie le fruit amer d'un renoncement aux idéaux de la sécurité sociale. L'urgence ne doit pas détourner du véritable enjeu de l'aide alimentaire : comment en sortir ?

¹ V. Recension ci-dessous.

² Absence de repas protéiné tous les deux jours.



©fabiomax - stock.adobe.com

RECENSION

Titre:

Aide alimentaire - Les protections sociales en jeu

Auteur(s):

Fédération des Services sociaux sous la direction de Déborah Myaux

Informations:

academia - L'Harmattan, 2019, 236 p.

Prix:

23,50 euros -

Version numérique: 17,99 euros

Descriptif:

Les auteurs de cet ouvrage explorent l'aide alimentaire sous différents angles: à partir de l'histoire politique, sociale et économique qui tend à l'ériger en solution privilégiée pour répondre à la précarité; à partir de ce qu'en disent ceux et celles qui la vivent au plus près (les personnes qui y ont recours et celles qui la mettent en oeuvre); à partir enfin d'expériences menées dans le champ de l'alimentation durable à la recherche d'alternatives.

La Fédération des Services sociaux défend, avec les travailleurs sociaux, le projet d'une société plus juste et un accès aux droits fondamentaux pour toutes et tous. www.fdss.be.

Contributeurs:

Lotte Damhuis, Philippe Defeyt, Hugues-Olivier Hubert, Charlotte Maisin, Louise Méhauzen, Pierre Reman, Catherine Rousseau, Peter Scholliers et Jeffrey Tyssens.

LE RENDEZ-VOUS INCONTOURNABLE DES POUVOIRS LOCAUX

MUNICIPALIA

Le Salon des Mandataires

13 & 14 février 2020
WEX - MARCHE-EN-FAMENNE



WWW.MUNICIPALIA.BE

 Belfius

 ethias

 Walonie

 Wex.be